

# Qui a tué Keynes ?

Posté le : 9 avril 2010 15:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise mondiale, Crise financière

Qui a tué Keynes ?

Keynes est justement honoré pour avoir changé la manière de considérer l'économie. Jusqu'à Keynes les économistes étaient "une secte" comme on disait à la fin du 18ème siècle. Une secte intéressante mais une secte tout de même dont les membres étaient aussi distingués que loin des affaires et du gouvernement. Les crises se succédaient et personne ne contestait leur caractère naturel ni le fait qu'il faille laisser faire la nature. L'important était de ne pas en fausser les mécanismes. La politique était l'ennemi de l'économie. Il fallait apprendre à l'Etat à être sage et absent, afin de laisser se développer les forces créatives de richesses.

Tout allait changer sous la double pression de la montée des socialismes, dont certains décidés à la violence révolutionnaire totale, et de la guerre de 14-18. Les Etats occidentaux se trouvent conduits à essayer d'apaiser la violence sociale et son débouché politique par la dépense publique et des lois plus ou moins contraignantes pour les affaires. Ce mouvement commence dès la fin du 19ème siècle avec les premiers appels à un impôt progressif sur le revenu, à une organisation de prévoyance, à la constitution de filets de sécurité contre le chômage, la maladie, la vieillesse. Arrive alors la catastrophe effroyable que fut la guerre de 14 qui littéralement change tout. Le monde découvre la mort industrielle, l'importance des médias et du contrôle de l'opinion, ainsi que la force des capitaux lorsqu'ils sont concentrés, en particulier dans la main de l'Etat, mais aussi dans les trusts.

Le domaine du plus grand changement est celui de la monnaie. Depuis deux siècles toute l'évolution bancaire évolue vers un moindre rôle de la monnaie métallique (or et argent). Le billet et le compte de dépôt supplantent progressivement la circulation de l'or, resté seul en piste depuis 1873 avec la démonétisation assez générale de l'argent. La guerre achève le mouvement : pendant des années, la monnaie sera purement administrative. Ce n'est plus rien d'autre que du papier avec un nombre imprimé dessus par le gouvernement. Bien sûr, on essaiera de revenir à l'étalon or. Mais personne ne veut renoncer aux facilités de la planche à billets. La révolution russe multiplie le papier qui finalement ne vaut plus rien. L'Autriche et l'Allemagne connaissent au début des années 20 une hyper inflation désastreuse qui fixera longtemps les mentalités.

L'après guerre n'est qu'une suite de déséquilibres et de crises. La crise de 1929 et la dure dépression qui suit marque définitivement la fin d'une époque.

Keynes sera celui qui fera la nécessaire synthèse entre capitalisme orthodoxe, aspiration sociale et ordre monétaire éloigné de l'étalon-or.

Etayée par les faits vécus par des millions de personnes et la sorte de scandale que fut l'appauvrissement général des années 30, sa pensée balaie l'orthodoxie classique. L'important, c'est la demande globale et si pour une raison quelconque elle vient à être insuffisante il appartient à l'Etat de fournir la demande manquante par ses investissements. La monnaie est un instrument au service de la croissance. Elle doit être fournie avec une certaine abondance et les pays en rupture de balance de paiements doivent être assistés par la collectivité, au prix de mesures de redressement, pour que

leurs difficultés n'entraînent pas l'ensemble des autres dans la déflation.

En un mot Keynes supprime la déflation des radars politiques. Le débat après la guerre de 40 portera sur la manière de réguler inflation et emploi. Ce qu'on appellera les trente glorieuses sera une période de plein emploi, alimentée par une abondance monétaire constante, provoquant une inflation permanente. Le seul frein, ténu, était le rattachement du dollar à l'or et la définition des autres devises par rapport au dollar. Les Etats-Unis ne dévaluaient jamais mais les autres pays à l'occasion rectifiait la valeur de leur devise par rapport au dollar et donc indirectement à l'or. En vérité le Gold Exchange standard était trompeur. Le dollar était déjà une monnaie administrative entièrement gérée par une puissance nationale ayant assuré son leadership sur le monde libre après la victoire sur les puissances de l'axe. Dès que des Etats décidèrent de rompre le pacte non écrit qu'on ne convertirait jamais ses dollars en or, le caractère artificiel du système s'imposa.

On entra dans le système des changes flottants, avec monnaie de réserve américaine, sans doctrine mais par voie de faits. Désormais l'ensemble des monnaies étaient purement administratives. Après l'argent, l'or était démonétisé. Les devises auraient comme valeur ce que le marché voudrait bien dire. Les Etats ne comprirent pas les effets de la nouvelle situation. Ils continuèrent leur politique "keynésienne" et, oh surprise, plus rien ne fonctionna comme avant. Le monde connu la stagflation. On mit évidemment toute l'affaire sur le compte du cartel du pétrole : il ne s'agissait que des conséquences des chocs pétroliers successifs. On ne se rendit pas compte que la valeur des choses s'ajustaient à nouveau à un nouvel étalon "réel". Jacques Rueff avait justement calculé qu'il fallait dévaluer le dollar dans un rapport de dix par rapport à l'or pour tenter de conserver un juste rapport entre la valeur des monnaies, dans un régime de changes fixes mais ajustables. On n'en fit rien. Ce sont les prix des matières premières internationales qui s'ajustèrent, peu ou prou dans la même proportion.

Une chose était sûre : dans le nouvel ordre économique, le keynésianisme ne fonctionnait plus. C'est l'époque où on en appelait à "un nouveau Keynes". Dans un système de change flottant les politiques nationales de dépenses publiques entraînent aussitôt des effets non pas sur l'emploi et l'inflation mais sur la valeur de la devise. Si on ajoute un régime général de libre concurrence mondiale, la compétitivité n'est possible qu'avec une certaine rigueur salariale. Libre échange absolu et monnaie administrative dans un système général de changes flottants conduisent à la nécessité d'une politique presque constamment déflationniste. M. Trichet fut un de ceux qui le comprirent le plus vite.

L'inconvénient des changes flottants avec un situation asymétrique pour le dollar, monnaie de réserve, est le déversement indéfini de dollars sur le monde avec une instabilité générale permettant mille spéculations. La double pyramide de crédits démontrée par J. Rueff, présente sous le régime du gold exchange standard, devient encore plus grosse en mode change flottant. Les Etats sont obligés d'emprunter massivement. Le sous emploi devient structurel un peu partout qu'il faut financer par l'Etat. Partout on voit les dépenses publiques grimper à des niveaux intenable. Une première rectification se fait à partir de 90. Des Etats dégonflent leurs dépenses publiques en comprenant qu'ils ne pourront pas aller plus loin. D'autres, comme la France ou la Grèce, ne le font pas. Le taux de croissance mondial de longue période baisse (d'environ 1/2 point), le phénomène étant partiellement masqué par le rattrapage des économies libérées du joug communiste.

Le grossissement de la dette globale aboutit à des crises de plus en plus fréquentes et violentes. Le phénomène est d'abord nié : voir les observations absurdes du FMI à la fin des années 90. Les explosions successives en 2000-2002 et 2007-2010 ont fait litière de ces illusions.

Aujourd'hui le monde est gros Jean comme devant. Le recours à l'esprit de Keynes ne fonctionne

toujours pas, puisqu'on a gardé les changes flottants et les monnaies administratives non corrélées. Les taux de dépenses publiques et de prélèvements sont si hauts dans certains pays qu'il n'y a aucune chance qu'on puisse aller plus loin. C'est pour cela que l'appel à un retour durable de l'Etat est un vœu pieux. Quand vous dépensez 55% du PIB, dont 10% en permanence en empruntant, vous ne pouvez pas aller plus loin et vous êtes même obligés de rétro pédaler.

L'effondrement financier du système des monnaies administratives en régime de change flottant est irrémédiable. Le dollar et les principales monnaies ont perdu 98% de la valeur en or depuis l'instauration du système. Les banques centrales sont gorgées de "collatéraux non conventionnels" c'est à dire de cochonnerie. Les Etats sont en faillite.

Croire une seule seconde que tout va se remettre en place sans rien faire d'autre que de "réguler" la finance par des règles prudentielles est une incroyable bêtise. Croire une seule seconde que l'état va pourvoir de façon keynésienne à une insuffisance de demande globale est ne rien comprendre aux quarante ans d'histoires économiques qui viennent de se dérouler.

On peut donc facilement répondre à la question : qui a tué Keynes ? Les changes flottants, l'hégémonie du dollar et l'appétit sans frein de certains états pour la dépenses publique.

L'unique question est de déterminer s'il faut ou non revenir à des changes unifiés et défendus de façon concertée par les Etats, l'émission de monnaie globale étant rattachée à quelque chose de plus ou moins fixe, à l'abri desquels les Etats peuvent maintenir le plein emploi. Nous avons expliqué mille fois ici pourquoi nous étions pour cette solution. Dans un système d'échanges mondialisés, celui qui reçoit de la monnaie doit savoir ce qu'il reçoit. Pour que la boucle des échanges réels puissent se fermer. Au final les produits s'échangent contre des produits, du travail contre du travail.

On notera que cette question fondamentale n'est traitée nulle part. Les changes flottants sont un sujet totalement tabou. Il est vrai que les Etats Unis ne veulent pas perdre le bénéfice à court terme ou apparent d'une monnaie de réserve, malgré la preuve actuelle de ses inconvénients. Les Chinois se moquent de leur population et peuvent bien troquer du travail serf contre de la monnaie dévaluée si cela leur permet d'imposer certains de leurs objectifs nationaux socialistes. L'Europe a créé une monnaie unique mais sans gouvernement unique pour la gérer. On ne gère pas une monnaie par un traité. La situation est donc totalement bloquée. Les boeufs piétinent allégrement la charrue qu'on leur a mis sous le nez.

Nous sommes donc dans un contexte de trouble idéologique proche de celui où était le monde en 1932. Une conjonction bloque les mesures qui s'imposeraient. Résultats : les solutions proposées sont dérisoires ; la crise dure ; les querelles s'aiguisent.

Keynes est mort. Il faut sans doute ressusciter une partie fondamentale de son message : le plein emploi seul compte et la défense déflationniste par chaque état livré à lui même et aux caprices de sa monnaie flottante, alors qu'il dépense une part démesurément grande des ressources de son pays est une voie sans issue. Mais ne voir dans le message de Keynes que la gestion d'un surcroît de dépense publique est aujourd'hui absurde et à côté de la plaque. C'est sur la partie organisation générale du système monétaire international qu'il faut se pencher. La proposition keynésienne du Bancor est toujours une excellente base de discussion, même si elle doit aujourd'hui être améliorée en fonction des leçons récentes de l'histoire économique.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.